

## **RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES GÉNÉRALE DE LA 19<sup>ème</sup> REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE DU COMCEC**

La 19<sup>ème</sup> Réunion du Groupe de Travail sur le Commerce du COMCEC tenu avec succès le 4 octobre 2022, dans un format uniquement virtuel avec le thème "Accroître l'internationalisation des PME dans les Pays Membres de l'OCI". Au cours de la réunion, la réunion du groupe de travail sur le commerce a délibéré sur les recommandations politiques relatives à l'amélioration de l'internationalisation des PME. À la lumière des principales conclusions du rapport et des délibérations intenses de la 19<sup>ème</sup> réunion, le groupe de travail a formulé les recommandations de politique générale suivantes:

**Recommandation politique 1:** Promouvoir la formalisation des PME et éliminer l'informalité en réduisant, entre autres, le temps et le coût de l'enregistrement et en réduisant les charges administratives.

**Raisonnement:** Partout dans le monde, en particulier dans les pays en développement, l'activité informelle des petites et moyennes entreprises (PME) est un problème important. Étant donné que les PME sont un moteur de la croissance économique nationale, la formalisation des PME informelles est essentielle pour accroître la productivité, créer de meilleurs emplois et soutenir une croissance inclusive. L'OCDE a publié plusieurs documents et lignes directrices enrichis de bonnes pratiques, tels que les Principes de Bonnes Pratiques pour le contrôle et la mise en œuvre de la réglementation (OCDE, 2014), la Boîte à outils de l'OCDE sur le contrôle et la mise en œuvre de la réglementation (OCDE, 2018) et La formalisation des micro-entreprises dans l'ANASE: repères (OCDE, 2020). La recommandation générale est de ne pas prendre de mesures trop strictes pour décourager les PME. Plus précisément, des mécanismes de mise en œuvre sont recommandés, complétés par d'autres réformes telles que la facilitation de la formalisation. Étant donné que l'État est le plus gros acheteur de biens et de services, les pouvoirs publics devraient utiliser les marchés publics pour pénaliser ou inciter les PME locales à les soutenir et à les promouvoir autrement. La réduction du temps et du coût de l'enregistrement et la réduction des charges administratives encourageraient la formalisation. Une inscription rapide et facile réduirait le coût de la formalisation. Simplifier l'enregistrement des entreprises et le rendre moins coûteux ou gratuit serait attrayant pour les PME informelles. La réduction de la charge des entreprises formelles, l'accès au financement, les services de développement des entreprises et les marchés publics seraient les composantes des mécanismes fondés sur des incitatifs.

**Recommandation politique 2:** Adopter une définition uniforme des PME et identifier clairement les objectifs des lois et réglementations relatives aux PME.

**Raisonnement:** Avant de prendre des mesures pour améliorer l'internationalisation des PME, il est important d'adopter une définition uniforme des PME pour plus de clarté et de comparabilité. Cette définition peut varier d'un pays à l'autre ; cependant, elle est utile si une norme internationale (lorsque cela est possible) est adoptée à des fins de comparaison. Tout type d'intervention politique a besoin d'une base légale pour être légitime. Le type de lois et de réglementations peut changer en fonction de la structure constitutionnelle et des besoins de chaque pays, mais la prémisse principale est la même en ce qui concerne l'internationalisation des PME : Il s'agit de promouvoir globalement les politiques en faveur des PME en établissant des principes de base, des politiques fondamentales et d'autres questions fondamentales liées aux politiques en faveur des PME, et de clarifier les responsabilités de l'État et des institutions

publiques locales, de contribuer au développement sain de l'économie nationale, à son intégration dans l'économie mondiale et à l'amélioration de la qualité de vie des populations.

**Recommandation politique 3:** Faire de l'internationalisation des PME une partie des documents de politique nationale en développant une stratégie pour les PME, en définissant cette stratégie dans un document pluriannuel contraignant et en positionnant les politiques d'internationalisation des PME dans le contexte de cadres politiques plus larges.

**Raisonnement:** Comme l'indique le rapport, l'internationalisation des entreprises, en particulier des PME, a des répercussions considérables sur le développement, telles qu'une croissance économique à plus forte valeur ajoutée, de meilleures possibilités d'emploi, une réduction de la pauvreté et une plus grande prospérité. Par conséquent, c'est un bon candidat pour faire partie du programme politique du gouvernement central. La stratégie pour les PME, parfois appelée cadre politique, devrait englober les diverses facettes du développement des PME, y compris, mais sans s'y limiter, la création d'un environnement favorable aux entreprises, la promotion de l'entrepreneuriat, l'apport d'un soutien financier, la création d'une culture de l'innovation, le commerce électronique et l'internationalisation des PME. La définition de la stratégie dans un document pluriannuel contraignant peut fournir des éclaircissements à toutes les parties prenantes sur la voie à suivre et comprend des objectifs concrets et des instruments politiques appropriés dans divers domaines d'action des PME. Positionner les politiques d'internationalisation des PME dans le contexte de cadres politiques plus larges y compris les politiques industrielles, d'innovation ou régionales, est nécessaire. Tous ces cadres devraient refléter les priorités du programme de développement national, la préférence pour l'approche de l'internationalisation dans l'ensemble de l'économie, ou la division institutionnelle des responsabilités entre le niveau central et les autres niveaux de gouvernement.

**Recommandation politique 4:** Soutenir le cadre institutionnel par les moyens financiers et les garanties gouvernementales nécessaires pour faciliter l'accès des PME au financement lorsqu'elles se lancent sur les marchés internationaux.

**Raisonnement:** L'accès au financement est toujours un problème majeur pour les PME, qu'elles opèrent au niveau national ou international. Entrer sur le marché international est un grand pas pour une petite entreprise. Il faut du temps aux PME pour établir des relations de confiance dans d'autres pays. Il est plus difficile pour les PME de recevoir des paiements pour l'exportation dans un court laps de temps. Les institutions financières du pays peuvent considérer l'activité des PME comme risquée et préfèrent ne pas prêter aux PME. À cet égard, le soutien au financement du commerce et les garanties fournies par le gouvernement sont les outils les plus importants pour l'internationalisation. Afin de faciliter l'accès des PME au financement lorsqu'elles se lancent sur les marchés internationaux, les institutions gouvernementales telles que l'Exim Bank (Banque d'import-export) ou la SME Bank (banque PME) sont des candidats naturels pour fournir un financement commercial aux PME. Si ces institutions ne sont pas disponibles dans le pays, la banque centrale déléguera cette tâche à une institution privée. Des campagnes publicitaires menées par les institutions publiques ou les banques locales permettraient d'informer les PME sur l'accès au financement commercial. Les banques sont réticentes à prêter aux PME en raison du coût du traitement des prêts et du risque de défaut de paiement. Ces obstacles peuvent être surmontés en fournissant une garantie. Pour ce faire, le gouvernement devrait faire appel à des experts ayant de l'expérience et des connaissances en matière de transactions de crédit. Toutes les demandes de garantie ne conviennent pas, et l'agence doit effectuer une vérification de crédit. Il doit également développer des systèmes efficaces pour que les prêts dans les banques qui

pourraient être garantis puissent être traités efficacement. Le taux de la garantie peut varier considérablement d'un programme à l'autre, de près de 50 % à plus de 90 %. Un taux de garantie élevé crée un risque moral en réduisant la diligence raisonnable et le risque du prêteur. Cela permet également aux PME de continuer à compter sur la garantie et aux entreprises non rentables de continuer à survivre et de devenir des entreprises zombies. Les demandes de garanties doivent être examinées sur le fond et ne pas faire l'objet d'un népotisme au profit de personnes ou d'entreprises politiquement liées. Les garanties émises sur la base de préférences politiques augmentent le taux de défaut de paiement et le montant des subventions publiques. Cela peut également avoir pour conséquence que des emprunteurs potentiels qui valent plus soient écartés du marché (ADB, 2015).

**Recommandation politique 5:** Catégoriser les PME en fonction de leur capacité et de leur potentiel d'internationalisation et les impliquer dans des programmes d'aide à l'exportation en fonction des résultats du système de tri.

**Raisonnement:** Dans de nombreux pays, il existe de nombreuses institutions responsables de la croissance, du renforcement des capacités et de l'exportation des PME. Si l'on considère que chaque institution doit examiner les candidatures pour son programme, une quantité énorme de main-d'œuvre est nécessaire. Pour mieux utiliser les ressources et réduire les coûts, les principales institutions responsables des PME devraient les trier et mettre les résultats à la disposition des autres parties prenantes. Les nouveaux programmes de financement exigeraient que les PME obtiennent une cote de référence comme critère d'admissibilité en fonction de la nature du programme. De plus, l'institution principale qui effectue la notation dirigerait les PME vers différents programmes en fonction de leurs besoins. Des systèmes obligatoires décourageraient les PME de postuler ou de travailler de manière formelle. Par conséquent, le système devrait être volontaire. Les PME participeraient au système s'il y avait un incitatif à demander des programmes de financement, p. ex., au moyen de critères établis a priori. Pour tirer le meilleur parti du système de notation, partagez les résultats avec d'autres parties prenantes. Chaque fois qu'ils conçoivent un nouveau programme, ils demanderont aux candidats un résultat de notation. Une fois qu'ils auront collecté les candidatures, ils utiliseront les résultats du tri pour les présélectionner.

**Recommandation politique 6:** Soutenir les ressources de gestion et humaines des PME conformément aux exigences d'une internationalisation réussie.

**Raisonnement:** L'afflux de travailleurs instruits et expérimentés dans les PME dépend du développement d'organismes de formation solides et de réseaux nationaux de formation (ADB, 2015). Les diplômés entrent sur le marché du travail en cherchant un emploi dans les petites et les grandes entreprises. Ces nouveaux travailleurs ont besoin d'une formation axée sur la participation aux marchés mondiaux (par exemple, des cours de langue), surtout si les entreprises qui les emploient sont des PME. En outre, le degré élevé auquel les compétences deviennent désuètes rend difficile pour les travailleurs âgés de trouver un emploi, alors que le vieillissement démographique exige de meilleures conditions d'employabilité et de travail pour les travailleurs âgés. L'automatisation et la numérisation devraient réduire davantage la demande de tâches manuelles et récurrentes et accroître la demande de compétences sociales et de résolution de problèmes afin d'assurer la complémentarité entre les machines et les travailleurs (OCDE, 2018). Par conséquent, l'amélioration de l'apprentissage tout au long de la vie est essentielle. Pourtant, il existe un manque de sensibilisation. De plus, il est bien connu que la formation en cours d'emploi est particulièrement coûteuse pour les PME. La main-d'œuvre y est

plus réduite et les ressources moins nombreuses. Les taux de rétention sont faibles, et le risque de vol par d'autres entreprises est abondant. Pour apporter un leadership et des ressources humaines aux PME exportatrices, les pouvoirs publics doivent développer et soutenir tous les niveaux d'éducation, de l'école primaire à l'enseignement supérieur hautement qualifié et à la formation professionnelle. Pour s'assurer que les étudiants reçoivent une éducation de haute qualité, le gouvernement devrait mettre en place un système de certification institutionnelle afin de garantir qu'un programme de formation adéquat est fourni par un enseignement de haute qualité. Le système de formation doit fournir des compétences pour les secteurs clés et essayer d'anticiper les compétences nécessaires pour les secteurs nouveaux et émergents. De nombreuses PME produisent pour de grandes entreprises et certaines exportent directement. Elles ont donc besoin de travailleurs compétents pour occuper leurs postes. Des possibilités de formation adaptables devraient être envisagées par les PME elles-mêmes ainsi que par les prestataires de formation publics et privés. Par exemple, la formation peut être proposée à temps partiel pendant les périodes creuses de la semaine ou du mois. Des cours de langue ou de communication peuvent être proposés pour améliorer les relations avec les partenaires étrangers. La manière traditionnelle d'assurer la formation consiste à envoyer les travailleurs dans des programmes de formation. Cependant, une autre option consiste à faire venir des instructeurs dans l'entreprise, afin de gagner du temps et que la formation puisse se concentrer sur les tâches spécifiques de chaque entreprise. Les PME sont souvent mal informées sur les programmes de formation financés par l'État, comme l'aide à la scolarité, les bons d'études ou les subventions partielles. Les organismes publics devraient assurer la sensibilisation nécessaire pour s'assurer que les PME connaissent ces programmes.

**Recommandation politique 7:** Fournir des mécanismes d'orientation permettant aux PME d'améliorer leurs produits en fonction des normes et certifications requises spécifiques au marché et aux produits.

**Raisonnement:** Les PME doivent comprendre les normes requises pour leurs produits dans les pays cibles. Pour prouver les normes des produits, des certifications sont requises pour de nombreux produits. Il est coûteux et chronophage pour les PME de répondre aux exigences des pays cibles en matière de normes et de certifications. Le gouvernement appuierait les MPME en fournissant les renseignements nécessaires au moyen d'un portail en ligne bien conçu. Il existe de nombreux exemples qui pourraient être utilisés. Lorsque les PME sont prêtes à exporter, elles sont confrontées à des exigences de normalisation et de certification. Il leur est très difficile de comprendre les procédures. Ils bénéficieraient grandement d'un soutien gouvernemental semi-formalisé. Il existe des institutions internationales qui fournissent des services de conseil pour les besoins des PME en matière de normalisation et de certification pour l'exportation. Les pouvoirs publics doivent orienter leurs PME vers ces institutions pour obtenir des conseils. Le COMCEC est une grande communauté de pouvoirs publics qui ont une expertise dans l'exportation de certains biens. Par conséquent, la communauté s'entraiderait en matière de normalisation et de certification pour accroître les exportations des PME de la région.

**Recommandation politique 8:** Soutenir l'image de marque des PME en créant une marque nationale et en incluant les produits des PME dans la marque nationale.

**Raisonnement:** L'image de marque définit un nom et une image uniques pour un produit ou un service dans l'esprit des consommateurs et lie un client à un fournisseur. Wendelin, (2004) explique que la réputation de la marque a un impact psychologique sur l'achat. La différenciation par rapport à la concurrence est l'un des avantages les plus importants de l'image de marque.

Pénétrer les marchés internationaux est un processus difficile qui aide les produits et services à devenir connus dans le monde entier, conduisant à une adoption plus rapide. Il est plus difficile pour les PME de créer leurs propres marques. Au lieu de cela, les pouvoirs publics peuvent créer une marque nationale et regrouper les PME sous la marque nationale. Les PME devraient être regroupées sous la marque nationale sur la base d'une liste de critères. Les pouvoirs publics devraient promouvoir la marque nationale dans le monde entier.

**Recommandation politique 9:** Effectuer régulièrement des analyses d'impact des programmes mis en œuvre et les partager de manière transparente avec le public.

**Raisonnement:** L'évaluation de l'impact des programmes de financement est très importante pour mieux allouer les ressources. Elles aident le gouvernement à concevoir de meilleurs programmes chaque année, et les PME reçoivent de meilleurs services du gouvernement lorsque les programmes sont améliorés sur la base des résultats de l'évaluation d'impact. Une évaluation régulière est nécessaire pour améliorer encore les programmes. L'évaluation continue des programmes permet au gouvernement de cerner les faiblesses des programmes. Si un programme n'atteint pas ses objectifs sur une période donnée, les décideurs devraient le repenser. L'évaluation d'impact permet aux décideurs de prendre des décisions sur les programmes. Toutefois, pour des raisons de responsabilité, ils doivent également être publiés régulièrement à l'intention du public.

#### **Dispositifs pour la Réalisation du Conseil Stratégique:**

**Financement des Projets du COMCEC:** Dans le cadre du Financement des Projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque année. Avec le Financement des Projets du COMCEC, les pays membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de à financer ar le du COMCEC. Pour les domaines politiques mentionnés ci-dessus, les pays membres peuvent utiliser le financement des projets du COMCEC et le bureau de coordination du COMCEC peut soutenir le financement les projets retenus. Ces projets peuvent inclure des programmes de formation, des visites d'étude, des ateliers, l'organisation de séminaires, le partage d'expériences entre pairs, l'évaluation des besoins et la production de matériel/documents promotionnels.